



21

Séminaire

"L'EUROPE SOCIALE ET LA CRISE"

Mercredi 21 novembre 2012

Conclusions

Ignacio Plaza, *syndicaliste européen à European Cockpit Association*

M. CADOREL.- On arrive aux conclusions de **M. Plaza**. Merci beaucoup.

M. PLAZA.- Je ne savais pas à quoi je m'engageais quand j'ai accepté de tirer les conclusions !

M. CADOREL.- Vous n'êtes pas le premier, ni le dernier. C'est comme cela que l'on piège nos intervenants !

M. PLAZA.- C'était très intéressant pour moi, parce que c'est vrai qu'à Bruxelles, on est un peu dans la planète Europe et parfois loin de la réalité.

M. CADOREL.- C'est ce que je dis souvent à Emmanuel.

M. PLAZA.- Pour moi, c'est vraiment très enrichissant. Très vite, parce qu'on n'a pas beaucoup le temps, ce matin, nous avons peint un tableau un peu sombre de la crise et de l'Europe. **M. Turlan** nous a dit que l'Union Européenne était bloquée, qu'il n'y avait plus d'initiative, qu'il y avait des tendances un peu inquiétantes, que le dialogue social n'était pas respecté.

Il a aussi dénoncé que l'Union Européenne faisait de l'ingérence dans des domaines dans lesquels elle ne devrait pas s'aventurer et que cela se justifiait par la crise. Il a fortement critiqué la troïka et au niveau des états, ce n'est pas mieux, parce qu'il y a aussi des tendances à changer la législation pour faire le minimum social.

Il a exposé les différents problèmes de l'adaptation des directives européennes. Il pense que toute cette tendance des états pose des problèmes par rapport à la conformité des organisations internationales comme l'OIT, le Conseil de l'Europe et même la charte fondamentale européenne. Il voit là-dedans aussi un peu la porte de sortie, parce que les syndicats peuvent se retourner vers ces institutions pour obtenir des solutions. On peut déposer des plaintes à l'OIT, avec même un recours en cours maintenant devant le tribunal de l'Union Européenne, par rapport à la charte des droits fondamentaux.

Au niveau des entreprises, j'avais l'impression qu'il était plus positif, dans le sens où des accords se signent, sur la compétitivité, l'emploi aussi, sur la gestion des prévisions des emplois et le développement de la gestion de crise. Il a aussi cité des développements dans des conseils d'entreprise européens par la voie judiciaire. Il a noté que ce n'est pas seulement en France, que cela se produit mais aussi ailleurs.

Le deuxième intervenant, **Peter Gortzak**, a présenté une perspective hollandaise. Il a commencé par réaffirmer son attachement à l'Europe et a expliqué que simplement sans l'Europe, des petits pays ou des pays moyens comme la Hollande n'auraient pas eu les moyens d'influencer le débat international. C'est pour cela que l'Europe doit continuer mais il existe des problèmes. Il a rappelé les deux modèles économiques principaux, Keynes et Friedman, et comment les gouvernements ont choisi le modèle Friedman. Il a été très critique du modèle Friedman. Le problème reste la dette qu'il faut résorber, les erreurs du passé et le passage par la traversée du désert. Pour lui, cela ne donne pas de bonnes solutions.

Il a précisé qu'en Hollande, ils ont essayé d'avoir un consensus dans le comité tripartite mais en vain. Il y a donc, comme solution uniquement un plan commun, un front syndical. Ce plan stipule qu'il faut des investissements structurels pour promouvoir l'emploi, la croissance. Il faut plus de règles économiques, notamment dans le secteur financier et il faut une vision politique globale, peut-être une coordination politique des budgets non seulement pour réduire les coûts mais aussi rétablir la solidarité et regarder dans quel pays on pourrait avoir une croissance qui pourrait stimuler les pays qui marchent moins bien.

Pour lui, il faut rétablir la confiance, la confiance, la confiance, qu'il a répétée plusieurs fois.

De mon côté, j'ai essayé de soulever les problèmes réels, concrets des pilotes : les pertes d'emploi, l'émigration, la précarisation, la baisse des salaires, la dégradation des relations industrielles et voir quelles sont les issues à ces problèmes. J'ai indiqué que pour moi, c'était une crise globale et qu'il faudrait des solutions globales mais qu'il y a aussi une réaction sociale qui est en train de se développer, aujourd'hui, qu'il faut trouver la façon de donner la parole à cette réaction sociale.

Emmanuel a essayé de donner une vision plus positive à ce sombre tableau. Il nous a décrit une Europe en transition. Il pense que les états ont proposé au G20 une base commune des droits fondamentaux au niveau international. Il nous a cité quelques initiatives qui n'ont pas marché mais qui montrent qu'il y a un mouvement, qu'il y a un débat comme le livre vert sur la modernisation du travail, sur les marchés, le débat sur la flexsécurité qui est devenue entre temps la mobication, la disparition du triangle magique. Ce sont tous les efforts des états membres pour trouver des solutions.

Il se demandait s'il y avait des droits sociaux en Europe. Il y a des propositions pour avoir un salaire minimum, pas unique, mais par pays. Il y a eu aussi le débat sur les droits fondamentaux et les droits économiques et d'autres initiatives comme la coordination des Sécurités Sociales, les faux indépendants, les accords transnationaux, etc.

Pour lui, il y a un début de lutte. Il y a des manifestations, comme les Indignés et ces débuts de mouvements peuvent aussi amener un changement. Les choses peuvent changer.

Après le déjeuner, M. **Malosse** nous a parlé d'une belle histoire : la construction de l'Europe, créée par les acteurs sociaux et économiques. C'est quelque chose qui a bien marché, jusqu'aux années 90 et à partir des années 90, on a changé. La finalité de l'Union Européenne, c'est le marché. On a peut-être oublié que la vision antérieure était de mettre nos forces en commun.

Il pense que le secret, c'est de travailler ensemble avec les acteurs économiques et sociaux et que le Conseil économique et social a un rôle à jouer là-dedans : donner de la voix, dire vrai et permettre un débat sur des projets concrets, au lieu de grandes stratégies qui ne mènent nulle part. Pour lui, les institutions consultatives qui existent aujourd'hui ont une valeur si les acteurs économiques et sociaux l'utilisent. Si on ne les utilise pas, elles deviendront obsolètes.

M. **Ceschia** nous a défini une vision qui va déjà au-delà de la crise. Aujourd'hui, on est dans la consolidation mais demain, c'est la croissance. La croissance, pourquoi ? Pour donner la stabilité et pour donner un recours aux investisseurs.

Mais il considère que la croissance ne va pas se passer, ici. Cela va se passer ailleurs. Cela va se passer en Afrique, en Asie, en Amérique Latine. Pour cela, il faut continuer la consolidation. Aujourd'hui, il y a différents degrés : il y a les alliances, les fusions-acquisitions ou les vraies fusions. Pour les vraies fusions, cela s'est passé sans difficulté au niveau local et cela se passe plus ou moins au niveau européen mais avec des difficultés législatives ou légales au niveau international. Il pense que cela va changer, pas aujourd'hui, ni demain, mais tous les autres problèmes finiront par se résoudre et nous aurons de grands acteurs globaux.

Il ne l'a pas dit comme cela mais ce sont les Apple et les Microsoft de l'aviation dans le futur qui vont faire l'aviation de demain. Pour cela, il faut que les différents intervenants se positionnent en leaders. Pour cela, il faut construire des coopérations pour devenir les leaders de demain et adapter les différentes structures, les coûts et être plus flexible.

M. **van der Wal** a évoqué le plan Transform 2015 et son impact à KLM. Ce sont des problèmes qui génèrent beaucoup d'angoisse, beaucoup de stress. Le problème majeur, si j'ai bien compris, c'est la dette de 350 millions qui oblige KLM à trouver 814 millions, dont 315 millions en productivité du personnel. Les propositions sont : réduction des salaires, réduction du nombre de jours de vacances, réduction des pensions, augmentation de la productivité. C'est aussi une instauration des salaires

variables, avec des bonus et aussi une révision du système de la retraite. Tout cela pose beaucoup de questions. Quel avenir pour KLM ? Comment KLM va se positionner dans le groupe ? Quel sera son rôle et sa position ?

M. **Cabrera** nous a raconté les difficultés que tout cela provoque, comment organiser une représentation des travailleurs commune au groupe Air France-KLM. Tu as cité entre autres 38 syndicats différents et une multitude d'entités dans le groupe. Il nous a expliqué l'histoire de la création du comité de groupe européen d'Air France et comment cela a fonctionné. Il y a possibilité de créer quelque chose même avec toutes ces difficultés. Toutes ces difficultés n'existaient pas quand les entreprises étaient locales ou nationales mais avec l'arrivée des prérogatives qui montent à la holding, il évoque des problèmes de gouvernance, des problèmes de représentativité.

Des précédents existent en France. Il a cité le groupe DEXIA. Le problème, ce sont les différences culturelles avec les différences d'approche, les différences syndicales, le système de codétermination, le système « de klaxonne et passe ». Et il a fini par conclure que trouver une piste de représentation commune pour le groupe Air France, c'était un pari fou mais qu'ils n'avaient pas le choix et qu'ils sont condamnés à réussir.

Je pense que cela a généré tout un débat très intéressant. C'est un débat que nous avons en Europe aussi. Je souhaite que vous réussissiez le pari.